GASP GROUPE ACTIONS SOLUTIONS PAUVRETÉ

Rapport d'activités annuel

1er avril 2012 au 31 mars 2013

Table des matières

Table des matières ii
Mot du président 1
Mot du coordonnateur 2
Conseil d'administration 4
Comités et regroupements dont le GASP est membre 6
Comité Itinérance 7
Comité itinérance AZimut 10
Comité Nuit des sans-abri 12
Groupe Action Logement-Habitation 14
Comité Logis-Études 16
Sécurité Alimentaire 17
Comité Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté 20
Comité communications 22
Comité d'Analyse Politique CDC/GASP 23
Orientations 2013-2014 24
Membres du Groupe Actions Solutions Pauvreté 25

ANNEXE : Présence médiatique 26
Article sur la Nuit des sans abri dans Nouvelles du Quartier 26
Journée pour l'élimination de la pauvreté 27
Prix GASP : deux candidatures de très grande qualité 28
Semaine de la dignité des personnes assistées sociales 30
Pour une vraie gratuité scolaire 32

Mot du président

Mesdames, Messieurs,

mes chers collègues,

Il y a trois mois, j'ai accepté de prendre la fonction de président du conseil d'administration par intérim au moment où notre coordonnateur nous quittait pour un congé de paternité et que notre président d'alors, Patrice Perreault acceptait d'assumer la coordination. Il s'agissait de grands déplacements au sein de l'organisation mais je savais que le GASP avait la vitalité nécessaire pour s'y adapter.

J'ai accepté le poste parce que le GASP représente, pour moi, une entité toute particulière, unique en son genre, un regroupement d'organismes et d'individus désintéressés, qui s'impliquent sans égards au profit immédiat de leur propre organisation. Et c'est là que l'on voit que ces organismes et ces individus sont, dans les faits, non pas désintéressés mais très intéressés, de cet intérêt remarquable de faire progresser la cité, dans le sens grec de *polis,* c'est-à-dire une communauté de citoyens (et de citoyennes) libres et autonomes. Et je rajouterais 'égaux'.

En 2012-2013, le GASP a poursuivi son élan, non pas sur le chemin d'un développement fulgurant, mais plutôt dans une sorte de déploiement par cycles, cherchant à englober de nouveaux pans dans la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Beaucoup de travail de sensibilisation et de pression auprès des instances publiques et décisionnelles s'est accompli et ce, à tous les niveaux; municipal, provincial et fédéral. Dans le contexte actuel de la rationalisation néo-libérale des pouvoirs publics, cette fonction de chien de garde va continuer à conserver toute sa pertinence dans les années à venir. Il faut être là et rappeler haut et fort que des proportions importantes de la population s'enfoncent dans l'appauvrissement. Il faut comme société qu'on s'en indigne, et que l'on agisse!

Au cours de l'année, la nomination du GASP comme membre du comité régional de concertation de lutte à la pauvreté, outil de consultation de la Conférence régionale des Élus, a été une démonstration (confirmation) de plus de l'expertise reconnue, au GASP en ce domaine. Cette expertise, c'est la somme des connaissances et des pratiques de chacun de ses membres. Aussi, je profite de cette occasion pour remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui s'impliquent au GASP, que ce soit dans un comité sectoriel, à l'intérieur d'une activité ponctuelle ou au conseil d'administration. Vous donnez un sens au mot *polis*.

Mario Le Blanc, Président par intérim

Mot du coordonnateur

L'année 2012-2013 fût bien remplie ! Le GASP a connu une année de rayonnement au niveau local et plus largement au Québec avec le déploiement du plan de communication, orientation identifiée lors de la planification stratégique. La diffusion des outils de sensibilisation et d'information, tels que le Guide d'animation *En dents de si…,* le *Jeu de cartes intergénérationnel sur l'alimentation* et le Bottin des ressources *J'ai besoin d'aide* a contribué à accroître la notoriété de notre regroupement.

Les différents partenaires ont été fort occupés avec les projets L'AZimut, dont la gestion a été transférée au Partage Notre-Dame, Logis-Étude, dont la construction démarrera en 2013 et l'organisation d'une nouvelle formule plus mobilisatrice lors de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté du 17 octobre. Ces derniers démontrent qu'il est toujours possible d'innover en matière de lutte à la pauvreté.

L'analyse des besoins a été au cœur des travaux du Comité sécurité alimentaire et du Groupe actions logement-habitation (GAL-H). Plusieurs orientations et actions sont nées des réflexions, dont un projet de développement des jardins communautaires en Haute-Yamaska.

À cela s'ajoute la présence du comité itinérance dans le cadre des travaux relatifs à la mise sur pied d'une Politique nationale en itinérance, la présence du GAL-H à la commission populaire itinérante du FRAPRU, et celle du GASP au Comité consultatif de lutte contre la pauuvreté de la CRÉ Montérégie-Est.

L'année à venir sera consacrée, entre autres, à finaliser la diffusion des outils de sensibilisation et d'information, à assurer un suivi des orientations découlant des journées de consultation sur les besoins en sécurité alimentaire et en logement, à assurer une présence sur les scènes médiatique et politique en ce qui a trait aux champs d'intervention du GASP et à favoriser le développement de nouveaux projets tel que le *Jardinons nos balcons,* les jardins communautaires, la Nuit des sans-abri à Waterloo, le *Logis-Études* et un service de défense des droits des personnes assistées sociales.

Je désire remercier chaleureusement le conseil d'administration pour son engagement envers la mission de l'organisme. Ce dernier s'est rencontré à huit reprises lors de réunions régulières et à quatre rencontres sur des sujets spécifiques. Celles-ci furent riches en réflexion, que ce soit dans la démarche d'application du plan de communication, sur le rôle du GASP dans les comités, la proposition d'instauration d'un mécanisme de cotisation des membres, dans les affaires administratives de l'organisme ou du suivi des actions des comités. L'Assemblée des membres s'est réunie trois fois en plus de l'Assemblée générale annuelle. Merci à tous les membres pour toute l'énergie investie dans les différents projets et les réflexions collectives qui les sous-tendent. Pour terminer, je tiens à remercier, au nom de tous nos membres, le CSSS de la Haute-Yamaska pour l'aide qui nous est accordée afin d'améliorer les conditions de vie des personnes vivant en contexte de pauvreté et d'exclusion sociale.

Actions réalisées par la coordination :

- Participation de la coordination à tous les comités du GASP; responsable des convocations, de l'animation et de la prise de notes pour l'ensemble des comités, sauf deux ; suivi des travaux.
- Représentation aux activités régulières de 7 comités ou regroupements, par la coordination ou par l'un des membres du GASP.
- Représentation du GASP aux activités régulières des regroupements externes par la coordination ou un des membres du GASP.
- Assurer toutes les tâches administratives nécessaires pour un OBNL dont des rencontres régulières pour la comptabilité du GASP (avec la trésorière et le comptable).
- Rédaction de la correspondance, des rapports finaux pour les différents comités, projets et activités généraux du GASP.
- Mise en application du plan de communication, incluant un calendrier de lettres ouvertes et un bulletin d'information électronique (Nouvelles du GASP).
- Représentation du GASP à diverses activités de représentation des partenaires comme des conférences de presse et autres activités publiques.
- Responsable des relations du GASP avec les médias et les élus dont des interventions sur des sujets d'actualité concernant la mission du GASP, les invitations, les communiqués de presse, etc.
- Présentation du GASP à divers personnes et organismes dont les étudiants du Cégep, à des participantEs de projets, aux nouveaux membres ainsi qu'à la population en général ;
- Planification de la tenue des assemblées des membres.
- Suivi des nombreux projets ainsi que la réception et le traitement des demandes concernant ceux-ci; notamment le site web, dépliants, les outils de sensibilisation, d'information ou de promotion (comme le jeu de cartes et les coffrets d'outils d'animations).
- Supervision d'une adjointe administrative pour une durée de 6 mois.
- Référence des personnes vivant des difficultés liées à la pauvreté aux services du territoire.
- Recrutement d'administrateurs au conseil d'administration.
- Organisation d'une journée de réflexion sur la pauvreté et l'exclusion sociale avec la campagne Un scandale qu'on ne peut ignorer du Collectif pour un Québec sans pauvreté.
- Constitution d'une banque de données des organismes témoignant de la situation liée à la pauvreté et à l'exclusion sociale vécue dans notre région.
- Mise en œuvre du plan de communication en lien avec la planification stratégique 2010.
- Promotion du développement des jardins communautaires à Granby. Recherche sur l'état de la situation et les possibilités de développement. Contacts avec la Ville et autres instances.
- Participation au comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la CRÉ Montérégie-Est.
- Distribution du bottin des ressources J'AI BESOIN D'AIDE.

Nicolas Luppens, Coordonnateur

Conseil d'administration

En 2012-2013, le Conseil d'administration a été fort actif. En plus des huit (8) rencontres régulières, quatre rencontres spéciales ont eu lieu. À ces rencontres des enjeux plus spécifiques y ont été abordés : les élections provinciales, certains dossiers administratifs, le travail de rue à Granby et assurer un appui lors de la transition pour la coordination au moment du congé parental du coordonateur Nicolas Luppens. De plus, le CA a veillé à mettre en œuvre le plan de communication et la mise en place d'un sous-comité pour établir les critères d'évaluation de la mobilisation du GASP en vertu de l'entente avec le CSSSHY.

Lors des rencontres régulières, divers actions ont été posées comme : l'évaluation de la coordination, l'instauration prochaine d'un mécanisme de cotisation des membres de 20,00$. L'objectif premier de cette cotisation est d'assurer la participation du GASP à des regroupements nationaux tels que le RSIQ ou la nuit des sans-abri. En second lieu, de favoriser une diversification des sources de financement.

Au cours de l'année, la réflexion sur l'engagement commun du GASP et de la CDC dans la lutte contre la pauvreté. Cette réflexion a suscité deux rencontres entre les coordonateurs de la CDC et du GASP qui ont pour but d'établir une entente de collaboration.

Par ailleurs, le CA a réévalué la participation du GASP au sein du comité conjoint d'analyse politique CDC/GASP. Des liens seront maintenus et le GASP entame une autre réflexion sur la possibilité de fonder un comité d'initiatives citoyennes dans la lutte contre la pauvreté qui met l'accent sur des prises de positions touchant à la pauvreté. Le dossier est en marche.

Un examen du rôle du GASP au sein du comité sécurité alimentaire a eu lieu. Il conduira au cours de la prochaine année à un réaménagement du rôle du GASP au sein de ce comité.

Le conseil d'administration a également donné son aval pour se joindre à la diffusion du Bottin des ressources *J'ai besoin d'aide*. 600 bottins ont ainsi été distribuées par le GASP.

Pour l'année à venir, deux dossiers seront particulièrement portés par le CA : la création d'un comité de réflexion quant à une éventuelle mise en place d'un organisme de soutien aux personnes assistées sociales et/ou chômeuses de la région de la Haute-Yamaska et la mise en place du processus de mobilisation dans le cadre du PARSIS (Plan d'action régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale) en lien avec la CRÉ-M. Cette mobilisation a déjà été amorcée par l'envoi d'une lettre faisant état de l'expertise du GASP devant cet enjeu.

Membres du Conseil d'administration :

- Roger Lafrance, Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
- Mario Le Blanc, Maison Arc-en-ciel
- Patrice Perreault, Comité de pastorale sociale Granby et région
- Gisèle Lauzier, Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées
- Jacques Riendeau, L'Autre Versant
- Josée Stébenne, Entr'Elles

De gauche à droite; Jacques Riendeau, Mario Le Blanc, Patrice Perreault, Roger Lafrance, et à l'avant, Josée Stébenne. Absente sur la photo; Gisèle Lauzier.

Comités et regroupements dont le GASP est membre

- ***Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*** (diffusion de l'information par la coordination)

- ***Collectif pour un Québec sans pauvreté*** (diffusion de l'information par la coordination)

- ***Comité national de la Nuit des sans-abri*** (participation du comité Nuit des sans-abri à deux rencontres)

- ***Comité régional de consultation de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale de la Conférence régionale des élus de la Montérégie-Est*** (participation de la coordination à 4 rencontres)

- ***Comité régional sur l'itinérance en Montérégie*** (participation d'un membre du comité itinérance aux rencontres, diffusion du guide d'animation «Portes fermées, portes ouvertes»)

- ***Comité Watt*** (participation de la coordination à trois rencontres)

- ***Front d'action populaire en réaménagement urbain*** **(**diffusion de l'information par la coordination**)**

- ***Réseau solidarité itinérance du Québec*** (participation de trois membres du comité itinérance à une assemblée des membres et participation à des campagnes de pression dont une conférence de presse avec le député fédéral en lien avec sous-financement. La coordination du GASP s'impliquera au sein du comité de coordination du RSIQ en 2012-2013)

- ***Table de concertation travail Haute-Yamaska*** (participation d'un membre du GASP et/ou de la coordination à trois rencontres régulières et une rencontre pour l'organisation d'un panel sur l'endettement)

Comité Itinérance

Lors de l'année 2012-2013, d'importants travaux ont été effectués sur plusieurs dossiers par le comité itinérance, qui s'est rencontré à six reprises, et également en sous-comités.

Groupe de réflexion sur le transport

Devant le nombre de demandes de transport reçus par les travailleuses de rue et les intervenantes d'AZimut, le comité itinérance a soutenu la mise sur pied d'un groupe de réflexion sur cette problématique. Plus précisément, un nombre important de personnes en difficulté pour des raisons autres que médicales et ne disposant pas de ressources nécessaires pour se déplacer vers des villes située à l'extérieur de la Haute-Yamaska se voient dans l'impossibilité de poursuivre leurs démarches. Durant les quatre rencontres, le groupe de réflexion s'est penché sur la problématique afin d'identifier avec plus de précision l'état de la situation et pour trouver des pistes de solution. Le groupe examine présentement les solutions concernant les demandes de transport judiciaire et médicales à l'extérieur de la MRC. Les organismes qui participent à la réflexion sont les suivants: Entr'elles, Le Passant, CSSS Haute-Yamaska, CAB de Waterloo, Transition pour elles, CAL Waterloo, Partage Notre-Dame (incluant L'Azimut et travail de rue Granby), travail de rue Waterloo, SERY et le GASP.

Travail de rue

Le comité itinérance a été interpellé à différentes reprises au sujet du projet travail de rue à Granby. Il a été impliqué dans le transfert d'organisme fiduciaire pour le projet Travail de rue à Granby. Le projet qui était géré par la maison des Jeunes l'Exit à Waterloo a été pris en charge par el Partage-Notre-Dame.

Le comité a également soutenu la recherche de consolidation de la pratique de travail de rue. L'objectif était de réfléchir sur la pratique de Travail de rue en Haute-Yamaska. Un sondage a été réalisé auprès d'une vingtaine d'organismes pour évaluer la faisabilité d'une éventuelle consolidation. Cinq courtes rencontres y ont été consacrées avec les travailleuses de rue du territoire. La compilation préliminaire des réponses a démontré la préoccupation des répondants de consolider la pratique, notamment en créant davantage de lien entre les travailleuses de rue et en augmentant le financement. La réflexion a favorisé la mise sur pied de rencontres cliniques mensuelles entre les travailleuses de rue du territoire. La réflexion sera à poursuivre concernant d'autres moyens à envisager pour renforcer la pratique.

Politique nationale en itinérance

En concertation avec le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ), un important travail de représentation auprès du milieu politique ainsi qu'une sensibilisation ont été réalisées auprès de la ville et des députés du niveau provincial et fédéral concernant la politique en itinérance.

Ainsi, une conférence de presse a été organisée le 23 mai 2012 à Granby pour souligner l'appui officiel de la ville de Granby à la mise sur pied d'une politique nationale en matière d'itinérance. Ensuite, une lettre ouverte a été acheminée le 30

octobre 2012 à madame Pauline Marois pour réitérer l'importance essentielle d'inclure la politique en itinérance dans son discours d'ouverture.

Peu de temps après, Mme Marois annonçait sa volonté d'élaborer rapidement une Politique nationale en itinérance. L'annonce le 31 octobre 2012, dans le discours inaugural du gouvernement du Québec, de l'adoption d'une Politique en itinérance constitue une avancée sans précédent dans l'action des groupes mobilisés depuis plusieurs années à travers le Québec.

Le comité itinérance, qui a rappelé publiquement à maintes reprises l'augmentation du phénomène de l'itinérance en Haute-Yamaska, a accueilli avec faveur cette annonce. Un communiqué de presse a été diffusé le 2 novembre pour souligner l'annonce faite par de madame Marois.

Par la suite, le comité a été présent dans les discussions portant sur le contenu de la politique, en termes de vision, de principes directeurs et d'axes d'intervention. Un travail d'analyse des différents blocs de la plate-forme proposée par le RSIQ en fonction des réalités observées en Haute-Yamaska a été entrepris par le comité, notamment sur la question du droit de cité. Quatre membres du comité itinérance ont participé à l'assemblée du RSIQ, le14-15 février, portant essentiellement sur la politique. Lors des ateliers proposés, le RSIQ a reconfirmé les 94 recommandations au gouvernement pour la création d'une politique en itinérance. De nouvelles réalités ont été soulignées, par exemple, le besoin d'adapter les services aux personnes itinérantes vieillissantes. Ces recommandations ont été soumises par deux représentants du RSIQ au Comité consultatif sur la Politique en itinérance initié en janvier 2013.

Le comité a organisé une représentation auprès de monsieur François Bonnardel, député provincial de la circonscription de Granby, afin de lui exposer l'état de la situation de notre région en matière d'itinérance et de lui demander son appui pour favoriser la mise en place de la politique. Bien qu'il n'ait pas appuyé notre demande quant à la politique en itinérance, monsieur Bonnardel s'est montré sensible à la situation et a offert son soutien à la reconduction du programme SPLI aux deux membres du comité présents.

Financement fédéral en itinérance

Le comité, toujours en concertation avec le RSIQ, a été également actif dans l'évolution du dossier lié à la Stratégies des partenariats contre la lutte à l'Itinérance (SPLI) et au Programme de soutien fédéral en traitement de la toxicomanie (PSFTT).

Des actions politiques ainsi que des sorties médiatiques concernant l'impact de ce financement, la demande de reconduction et de bonification de l'enveloppe fédérale ont eu lieues. Par exemple, en mai 2012, le comité a soutenu la campagne de lettres dénonçant le refus de financer le Réseau d'aide aux personnes en situation d'itinérance à Montréal (RAPSIM).

Au printemps 2012, le comité a participé à une collecte de données quant aux impacts du PSFTT. Il a également été interpellé dans la recherche de projet provenant du PSFTT, dont L'AZimut a bénéficié.

Par la suite, le comité a apporté sa contribution au sondage sur les retombées de la SPLI en septembre 2012. Pour en favoriser la reconduction, le GASP a participé, en

décembre 2012, à la campagne de carte de souhaits destiné aux Ministres Finley et Flaherty.

Le 21 février 2013, une conférence de presse, organisée par le comité itinérance, s'est déroulée au bureau de monsieur Réjean Genest, député fédéral de la circonscription de Shefford. madame Katia Rouleau attachée politique au bureau de monsieur François Bonnardel, de même que madame Comeau, conseillère municipale de Granby ont manifesté publiquement leur soutien au maintien et à la bonification du programme SPLI.

Portrait de l'itinérance en Haute-Yamaska

La subvention fédérale Développement des connaissances en itinérance (DCI) a été refusée. La recherche proposée par l'équipe de l'Université de Sherbrooke ne sera pas possible. Néanmoins, le comité a tout de même été de l'avant en continuant son analyse du document de Guy Vermette, dressant un portrait de la situation de l'itinérance en Haute-Yamaska. De cet examen, le comité a identifié cinq axes comme étant hautement prioritaires sur notre territoire :

1. Consolidation des services existants grâce à un financement récurrent;
2. Accueil de nuit ou service d'urgence;
3. Bonification du service alimentaire;
4. Création de logements sociaux supervisés;
5. Améliorer l'offre de service en suivi communautaire.

Autres représentations

Outre les représentations politiques et publiques liées à la politique en itinérance et à la SPLI, plusieurs membres du comité ont participé aux deux (2) émissions diffusées au Canal Vox de Granby. L'une traitait de la réalité de l'itinérance dans notre région et l'autre portait au féminin. L'objectif poursuivi est de sensibiliser et d'informer la population.

Finalement, un membre du comité a siégé au Comité régional en itinérance de la Montérégie (CRIM). Le comité a maintenu la diffusion du DVD : *Portes ouvertes, portes fermées*, réalisé par le CRIM pour sensibiliser la population aux enjeux liés l'itinérance.

Le comité s'est fixé des orientations pour l'année 2013-2014. Les voici :

- Réaliser un panel sur l'itinérance à l'hiver 2014.
- Au prochain appel de projets de la CRÉ, le comité soumettra la candidature du Partage Notre-Dame dans la demande de financement.
- Poursuivre le travail sur la politique en itinérance.
- Poursuivre le travail sur les priorités retenues localement en vue de trouver du financement.

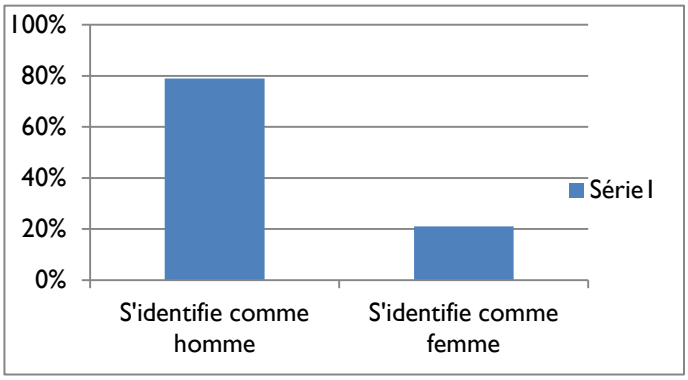
- Continuer à appuyer les travaux du comité transport.
- Poursuivre la participation au CRIM et au RSIQ
- Appuyer le Partage pour avoir le service de casiers postaux pour les personnes sans adresse fixe.
- Organiser une table ronde en itinérance en 2013-2014.
- Contacter la ressource en toxicomanie « l'Envolée » et l'inviter à participer à une rencontre du comité. Suivre le dossier des coupures de l'aide sociale dans la durée des traitements des toxicomanes.

Le principal défi mentionné consistera à trouver du financement pour la consolidation des services tels que l'Azimut.

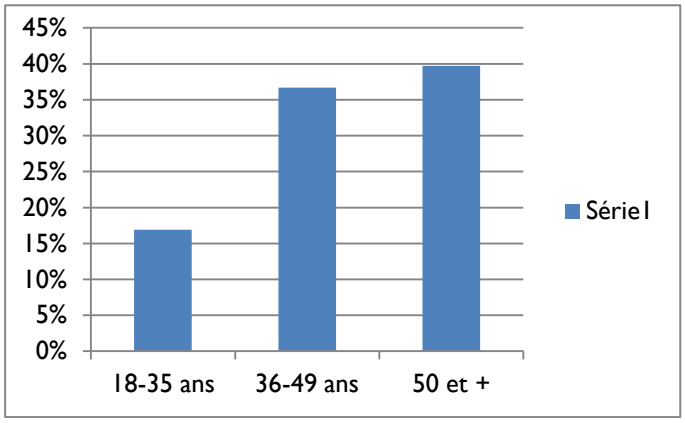
L'AZimut

Le comité itinérance, par l'intermédiaire de Nicolas Luppens, a apporté son concours lors de quatre rencontres au comité de gestion de l'AZimut. Au cours de l'année, la gestion et la coordination de l'AZimut ont désormais été transférées au Partage Notre-Dame qui en est le fiduciaire. De plus, le comité a soutenu l'organisation de deux conférences de presse (Clip Des lumières dans la Nuit, murale collective) qui avaient pour objectif de mettre en lumière les problématiques de personnes aux prises avec la pauvreté.

Il est à mentionner que les personnes qui utilisent les services de l'AZimut se composent majoritairement d'hommes à 79%. Pour l'année 2012-2013, il y a eu 7057 présences, comparativement à 3670 en 2011-2012. Cette augmentation traduit probablement la détérioration du tissu social. Le diagramme ci-dessous illustre la répartition des usagères et des usagers d'Azimut.



Une bonne part des personnes se situe dans la tranche d'âge des 50 ans et plus (40%). Les gens de 36 à 49 ans forment l'autre grande partie de celles et de ceux qui vont à l'Azimut.



L'Azimut a présenté une trentaine d'ateliers. En voici les thèmes :

- Cuisiner sans se casser, animée par l'intervenante de l'Azimut (7 fois).
- Les types de violence, animé par Gilles Martineau (7 fois).
- Groupe d'entraide, animé par Abelardo (13 fois).
- La santé (movember, hygiène...) (4 fois).

Membres du Comité Itinérance

- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Sophia Cotton, Stéphanie Archambault, Entr'elles
- Annick Lamy, Travailleuse de rue
- Mario Le Blanc, Maison Arc-en-ciel
- Yves Longpré, Steve Bouthillier, Le Passant
- Nicolas Luppens, GASP
- Sylvie Martin, Karianne Grenier, Transition pour elles
- Alain Massé, Derek Tremblay, Auberge Sous Mon Toit
- Jacques Riendeau, L'Autre Versant
- Sarah Tremblay, Travailleuse de milieu
- Marc Valence, Partage Notre-Dame
- Kim Verreault, Julie Rivet, Azimut

Comité Nuit des sans-abri à Granby

Le comité s'est rencontré à quatre moments à Granby. La coordination du GASP a participé à la première rencontre d'organisation de la première édition de la Nuit des sans-abri à Waterloo Le comité a organisé la 9e édition de la ***Nuit des sans-abri*** de Granby. Cet événement s'est déroulé du vendredi 19 octobre au samedi 20 octobre 2012 de 18h à 6h. Le maire de Granby, monsieur Richard Goulet ainsi que le député de la circonscription provinciale de Granby, monsieur François Bonnardel ont manifesté leur soutien. En dépit de conditions météorologiques maussades et pluvieuses, 300 personnes se sont rassemblées à l'occasion de la Nuit des sans-abri. Plusieurs ont participé toute la nuit pour manifester leur solidarité à l'égard des personnes sans-abri. Un déjeuner a clôturé la vigile. Lors de cet événement 3000 dépliants ont été remis.

Il est à souligner la contribution des plusieurs artistes animant avec brio la soirée : Amélie Di Foster (pop), finaliste de l'École de la chanson de Granby, et trois chanteuses de l'Atelier de la clé de Sy, soit Sylvie Guèvremont, Annie Léonard et Isabelle Côté ont fait des prestations mémorables. La troupe Les Mariniers a présenté une prestation de gumboots (chorégraphie rythmée avec des bottes de pluie) et des percussions africaines vers 20h30. La troupe Jamfola, accompagnée de Daniel Veillette de l'Escale, ont créé une ambiance invitant à la danse au moyen de leurs djembés. À maints moments durant la soirée, des lectures de messages d'espoir ainsi que des échanges sur l'itinérance ont eu lieu.

La couverture médiatique s'est révélée fort généreuse cette année puisque des médias nationaux (le journal Le Devoir ou la Première chaîne de Radio-Canada à l'émission Pas de midi sans info), a favorisé une prise de conscience que l'itinérance ne touche pas que les grands centres d'une part et a contribué à la reconnaissance de l'expertise du GASP à l'échelle québécoise.

Le GASP remercie chaleureusement nos partenaires qui ont permis de réaliser un tel succès : la Ville de Granby, la paroisse Notre-Dame, l'Atelier des Anges, le bureau du député provincial de M. Bonnardel et M. François St-Onge, le Service de Police de Granby, L'atelier de la clé de Sy, les Scouts de Granby, Le Prohon. Merci également aux artistes bénévoles : Maelström, Sylvie Guèvremont, Annie Léonard, Isabelle Côté, la troupe Les Mariniers, Amélie Di Foster, Percussions Jamfola et Daniel Veillette. Sans oublier les bénévoles et le comité organisateur composé de l'Auberge Sous mon toit, d'Entre'Elles, des Maison des jeunes de Granby et de Waterloo, du Passant, de Transition Pour Elles et du GASP.

Par ailleurs, le comité soutient activement l'organisation d'une première Nuit des sans-abris à Waterloo qui aura lieu le 18 octobre 2013.

Membres du Comité *Nuit des sans-abri* :

- Karen Perron, Steve Bouthillier, Le Passant
- Annick Lamy, Travail de rue de Waterloo
- Sylvie Martin, Transition pour elles
- Alain Massé, Derek Tremblay, Auberge sous mon toit
- Josée Stébenne, Stéphanie Archambault, Entr'elles
- Sarah Tremblay, Travail de milieu de Granby
- Kim Verreault, Justice alternative et médiation
- Julie Rivet, L'AZimut
- Nicolas Luppens et Chantal Beaulieu, GASP

Groupe Action Logement-Habitation

Cette année, le GAL-H s'est réuni à trois reprises. Le comité a suivi de près les projets en cours et en émergence, a posé des actions concrètes pour sensibiliser la population aux enjeux liés au logement et donné suite aux orientations nommées lors de la consultation organisée au printemps 2012.

Projets en cours et en émergence
Pour souligner l'ouverture officielle du Pavillon Gévry-Lussier, projet de logement soutenu par le GAL-H, une lettre ouverte a été publiée dans la Voix de l'est du 10 septembre 2012.

Le comité s'est tenu informé et a appuyé les travaux des partenaires quant au projet Logis-Étude. Une section de ce rapport est dédiée au projet Logis-Études.

Le comité a tissé un lien dans le but d'offrir son soutien à un groupe de citoyens mobilisé autour d'un projet de coopérative de logement pour personnes de 55 ans plus avec services à Granby. Le groupe en est encore à l'étape de recherche de terrain.

Une autre action en voie de réalisation est le répertoire des logements adaptés. Ce projet est soutenu par la Dynamique des handicapées Granby et Région.

Sensibilisation aux enjeux locaux reliés au logement
Afin de poursuivre l'objectif de sensibiliser la population et les décideurs sur les enjeux locaux reliées au logement, la lettre intitulée *« Granby accuse toujours un déficit en logements sociaux »* a été publiée le 23 juillet 2012 dans le Courier du lectorat de la Voix de l'Est.

Sur ce même objectif, le GAL-H a acheminé, en octobre 2012, une lettre appuyant la motion présentée à la Chambre des communes par madame Marie-Claude Morin, députée de la circonscription fédérale de St-Hyacinthe-Bagot. Cette motion portait sur le logement social.

L'une des actions les plus importantes fût d'identifier le nombre de logements sociaux nécessaires à Granby pour correspondre minimalement aux besoins actuels de la population de Granby. La municipalité devrait doubler le nombre d'unités afin de passer de 347 à 600.

Représentation du GAL-H à la Commission populaire itinérante du FRAPRU
Par ailleurs, un sous-comité de travail visant à mettre à jour le mémoire du GAL-H s'est formé. Il s'est rencontré à deux reprises. Cela a conduit à réévaluer les recommandations du mémoire du GAL-H en les actualisant. Ainsi, le coordonnateur Nicolas Luppens a participé à la rencontre de la Commission populaire itinérante du FRAPRU tenue le 21 novembre 2012. Cela a permis de présenter le mémoire du GAL-H et des besoins en logement en Haute-Yamaska.

Consultation sur le logement et l'habitation de mai 2012

En mai 2012, deux rencontres consultatives ont été organisées pour mettre à jour l'évaluation des besoins et insuffler de nouvelles orientations en matière de logements. Au total, 16 organisations ont participé à la démarche. Voici en résumé les recommandations que le GAL-H à commencer à mettre en œuvre :

Objectif 1 :

Mettre en place une campagne de prévention et d'information pour les intervenants sur les droits et obligations des locataires ainsi que sur les ressources en logements. Le comité a réfléchi sur les besoins et a consulté les membres sur la forme d'intervention à privilégier. Les membres préconisent des ateliers plutôt qu'un dépliant. Le comité donnera suite en 2013-2014.

Objectif 2 :

Informer et sensibiliser la population concernée par les problématiques de logement. Le comité entend être à l'affût de l'actualité législative et politique. Il analysera les éléments de la politique de la famille et des aînés de la Ville de Granby touchant au logement et à l'habitation. Il soutiendra le FRAPRU dans ses revendications et convoquera des réunions spéciales si des enjeux liées au GAL-H se manifestent dans l'actualité.

Objectif 3 :

Se tenir informé des projets en développement (coop, Terres Miner, logements de transition, etc.). Cet objectif réaffirme la mission principale du GAL-H.

Membres du Comité Actions Logement-Habitation

- Martine Bédard, Dynamique des handicapés Granby et région
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux Haute-Yamaska
- Aline Fredette, CDC
- Sylvie Lafontaine, Office Municipal d'Habitation Granby-Bromont
- Guy Laflamme, Groupe Ressource technique
- Gisèle Lauzier, Association québécoise de défense des droits des personnes
- retraitées et pré-retraitées
- Mario Le Blanc, Maison Arc-en-ciel
- Nicolas Luppens, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Luce S. Bérard, Association féminine d'éducation et d'action sociale Richelieu-Yamaska
- Hélène Plourde, Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est.

Comité Logis-Études

Un retour aux études comporte des obstacles financiers et d'organisation personnelle qui ne permettent pas toujours aux personnes de pouvoir concrétiser leur projet. Ainsi, le logement étant le poste budgétaire le plus important dans le budget familial, il devient souvent un fardeau. Afin de faciliter le retour aux études, il est apparu essentiel de développer des mesures pour contrer cet obstacle. L'accès à des places en garderie de même que les difficultés de transport sont apparus également comme des obstacles parfois insurmontables. Ces constats ont été à l'origine du projet Logis-Études.

Le projet **Logis-Études** consiste à réaliser des logements sociaux dédiés aux personnes qui font un retour aux études dans le but d'atteindre un diplôme de niveau secondaire, collégial ou universitaire. Ces logements seront mis à leur disposition pour toute la durée de leur formation. Le comité s'est rencontré à deux reprises au cours de l'année.

Les logements prévus s'adresseront principalement aux familles. L'objectif étant d'offrir des logements comprenant deux à trois chambres à coucher. Cela correspond aux besoins d'élèves adultes qui éprouvent des difficultés financières trop importantes pour effectuer ou compléter un retour aux études.

L'offre de places en garderie, situées dans le même ensemble immobilier, viendrait répondre à une préoccupation d'organisation familiale pour les personnes ayant de jeunes enfants. Ces logements seront situés en face du Centre Régional intégré de formation (CRIF), sur la rue Corbusier.

Deux importants pas en avant pour ce projet ont eu lieu pendant la période 2012-2013 : la signature de l'entente de partenariat entre tous les membres du comité et la confirmation de l'attribution des places en garderie.

Suite à cette confirmation, un nouvel échéancier a été préparé. La livraison des plans réalisés à 70% est prévue autour du 13 septembre 2013. L'entrepreneur sera connu en mars-avril et le chantier débutera à l'automne 2014 pour être en mesure d'offrir les logements pour le 1er juillet 2015. Les prochaines rencontres viseront à déterminer les critères de sélection et les règlements régissant la location

Membres du Comité Logis-Études :

- Louise Brodeur-Comeau, Ville de Granby
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Daniel Couture, Centre régional intégré de formation
- Guy Laflamme, Groupe de Ressources Techniques
- Sylvie Lafontaine, Office Municipal d'Habitation de Granby
- Nathalie Lavallée, Centre de la Petite Enfance Nez à nez
- Nicolas Luppens, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Jean-Yves Matton, Cégep de Granby et Commission scolaire Val-des-Cerfs
- Katia Rouleau, Bureau de François Bonnardel, député de Shefford

Partenaires impliqués : Centre local d'emploi de Granby, Commission scolaire Val-des-Cerfs

Sécurité Alimentaire

Au cours de l'année 2012-2013, le Comité sécurité alimentaire a abordé plusieurs enjeux tant sur le plan interne que pour l'ensemble des activités. Quatre rencontres régulières ont eu lieu.

Projets en cours et en émergence

Par l'intermédiaire de Nicolas Luppens et des membres du comité, la distribution des jeux de cartes sur la saine alimentation s'est poursuivie. D'ailleurs, un sondage électronique a été acheminé pour mesurer la satisfaction ainsi que d'autres paramètres tels que : l'impact du jeu de cartes, le type d'animation employé avec le jeu ou la réception des participantEs.

Le projet «jardinons sur nos balcons» a été repris à l'initiative de la Coopérative Autonomie chez soi. Cette dernière a proposé de confectionner les jardinières grâce à des matériaux recyclés. Divers partenaires se sont associés au projet. Il sera expérimenté avec des résidentEs d'unités d'HML qui acceptent d'y participer. L'objectif du projet est de favoriser un accès à des légumes frais et de permettre d'acquérir des habilités favorisant une plus grande confiance en soi.

Depuis plusieurs années, les organismes membres du comité sécurité alimentaire reçoivent du financement de la Direction de la Santé Publique pour des activités se déroulant au sein de leur ressource. Ainsi, les Cuisines Collectives de la Montérégie offrent un groupe supplémentaire pour les travailleurs; S.O.S. Dépannage, des jardins communautaires; le Centre d'action bénévole de Waterloo, les Jeunes Cuistots; le Partage Notre-Dame, les Bénévoles en action dans notre cuisine et la Maison des jeunes l'Exit de Waterloo, l'Ouverture Midi. Le Centre d'action bénévole de Granby n'a pas reconduit son groupe d'achat parce que l'activité ne répondait plus aux besoins des participants. L'organisme offre maintenant des cuisines collectives pour des personnes ayant des besoins particuliers.

Par ailleurs, il a été annoncé que les modalités de financement de la sécurité alimentaire seront modifiées au cours de la prochaine année. Il n'y a pas eu d'examen ou d'évaluation de fait depuis longtemps. La DSP demande un examen du cadre de financement de projets depuis deux ans. Une démarche sera mise sur pied en collaboration avec les membres du comité.

Consultation élargie en sécurité alimentaire

Le comité a également mobilisé le milieu autour d'une demi-journée de consultation en sécurité alimentaire le 29 mai 2012 à laquelle 23 organisations y ont participé. Les rôles des partenaires y ont été clarifiés. Le GASP est maintenant reconnu officiellement comme organisme coordonnateur du comité.

Des recommandations y ont été adoptées. Elles sont mises en œuvre progressivement :

Recommandation 1 : Rapprocher des services alimentaires à la communauté.

Recommandation 2 : Éducation et informations sur les spéciaux, le marketing et les produits locaux. Mettre en place une forme d'éducation populaire concernant les moyens d'économiser
Recommandation 3 : Améliorer la coordination des réponses des organismes aux besoins des personnes.

Ces recommandations ont été appliquées au cours de la présente année. Il est mentionné ci-dessous quelques résultats :

1. Rapprocher des services à la communauté

Cette recommandation visait essentiellement à mettre en lien les producteurs locaux avec les personnes et organismes afin d'éviter la perte de denrées. Après échange et recherche, il est apparu que le CLD pourrait jouer un rôle-clé dans l'établissement d'un lien entre les personnes productrices et celles qui consomment. De plus, certaines recherches ont été effectuées auprès des municipalités pour découvrir et valider les actions qui déjà ont garanties une plus grande sécurité alimentaire.

Une autre suite a été donné à cette orientation, celle d'amorcer une recherche sur les meilleures interventions dans d'autres villes. La recherche a démontré que la voie des jardins communautaires était privilégiée au sein de la majorité des collectivités pour favoriser l'accès à des denrées fraîches. Un sondage a été diffusé auprès d'une quinzaine de municipalités pour pouvoir comparer leur offre de service par rapport à celles de la Haute-Yamaska. La compilation des données à révélé que la ville de Granby accuse un retard important dans le développement des jardins communautaires. En effet, avec une offre de 1,7 jardin communautaire par 100 000 habitants alors que la moyenne se situe à 183 jardinets par 100 000 habitants, elle se place au dernier rang des douze municipalités interrogées.

Par la suite, un document synthèse du portrait de l'offre de service des jardins communautaires, de leur impact et des besoins à Granby a été rédigé. Certains quartiers ayant une forte concentration de locataires à faible revenu ont été ciblés pour prioriser le développement. Des contacts ont été entrepris auprès des autorités municipales de Granby, des organismes et des concertations qui sont déjà favorables au développement d'un tel projet. Le comité sécurité alimentaire rassemblera les différents acteurs concernés pour développer une vision commune du développement, pour favoriser l'émergence du service dans les secteurs ciblés et pour commencer à définir le cadre de gestion. La ville sera interpellée à jouer un rôle important dans la démarche.

2. Éducation et information sur les spéciaux, le marketing, les produits locaux.
Il s'agissait de proposer des ateliers sur la manière de déchiffrer les spéciaux offerts dans différents dépliants publicitaires ou par des outils internet facilitant le magasinage.

Un atelier sur les outils internet facilitant le magasinage s'est déroulé avec Madame Gabrielle Vandal au mois décembre. Cet atelier et le retour fait par la suite avec les membres du GASP a permis d'évaluer plus précisément les besoins en formation pour des ateliers futurs sur les spéciaux, le marketing et les produits locaux. Des recherches

seront effectuées prochainement pour mieux connaître le coût, dans la région de la Haute-Yamaska, du panier de provisions.

3. Améliorer la coordination des réponses des organismes aux besoins des personnes.

Suite aux discussions, il a été suggéré de mettre en place un groupe de discussion sur l'aide alimentaire afin de mieux comprendre le phénomène qui se transforme. Le projet de groupe de discussion sera organisé en 2014.

Orientations

Les orientations pour l'année 2013-2014 du comité sécurité alimentaire sont les suivantes:

- Favoriser le développement du projet de jardins communautaires sur le territoire.
- Favoriser la poursuite du projet «Jardinons sur nos balcons». Le GASP agira en tant que promoteur et coordonnateur du projet.
- Évaluer et offrir, selon les besoins, des renseignements sur les spéciaux, le marketing, les produits locaux.
- Organiser un groupe de discussion sur l'aide alimentaire.

Membres du comité sécurité alimentaire

- Josée Archambault, CAB Waterloo
- Julie Bourdon-Richard, Cuisines collectives
- Katia Rouleau, Bureau député provincial Granby
- Luce S. Bérard, citoyenne
- Nathalie Roberge, CAB Granby
- Daniel Rondeau, MdJ l'Exit
- Francis Komedza, SERY Granby
- Marc Valence, Partage Notre-Dame
- Annie Blanchard, Réussir avec Pep
- Nancy Marcoux, SOS Dépannage
- Nicolas Luppens, GASP
- Jacqueline Meunier, Ville Sainte-Cécile

Comité Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Le Comité pour la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, connu sous le nom du comité du 17 octobre, s'est réuni à neuf reprises. Ces rencontres ont permis d'organiser autrement l'activité à Granby. Cette année, le comité a opté pour modifier la structure de l'activité. Par les années précédentes, le projet se centrait sur un souper à coût économique. Cette année, le comité a plutôt mis l'accent sur la prise de conscience et la visibilité de cette journée.

C'est pourquoi une marche a été organisée le 17 octobre 2012 afin de faciliter une prise de conscience auprès de la population résidant dans la MRC de la Haute-Yamaska. Cette marche contre la pauvreté et l'exclusion sociale a rassemblé plus de 225 personnes. Une activité surprise consistant en une chorégraphie sur les terrains de l'église Ste-Famille a mobilisé l'attention. La mise en scène de cette «danse contre la pauvreté» a été signée par l'école *Tendanse*. Le duo *Led Motive* en a composé la musique originale. Les paroles de la chanson accompagnant cette trame sonore incitait tout autant la population en général que les personnes détentrices du pouvoir à la prise de conscience des catastrophes sociales occasionnées par la pauvreté. Un vidéoclip de cette activité, intitulé *Tendance à l'indifférence*, a été produit par *Led Motive.* Il est possible de le visionner à l'adresse suivante : http://www.youtube.com/watch?v=OXOEvGwi6QU.

Plusieurs jeunes de l'école l'Envolée et des usagers de plusieurs organismes ont participé à la démarche en confectionnant des affiches illustrant la pauvreté. Les affiches ont été produites sur le thème de la signalisation routière. Ainsi, les panneaux de signalisation routière ont été revus et modifiés afin de dénoncer la pauvreté et proposer de nouvelles pistes conduisant à l'éradication de la pauvreté et l'exclusion sociale. Par exemple, sur certaines affiches, on pouvait y lire : «*Un accident de parcours ne doit pas nous exclure pour toujours*» ou bien «*Bienvenue : 10 500 pauvres en Haute-Yamaska*» ou encore «*Stop aux inégalités sociales*».

Le milieu politique était bien représenté lors de cette activité. Ainsi, madame Nancy Whissel, attachée politique de monsieur Réjean Genest, député de la circonscription fédérale de Shefford, madame Katia Rouleau, attachée politique de monsieur François Bonnardel, député de la circonscription provinciale de Granby de même que madame Louise Brodeur-Comeau, conseillère à la ville de Granby ainsi que monsieur René Beauregard, maire de la ville de St-Joachim étaient présents. Monsieur Richard Goulet, maire de Granby, accueillait les participantEs à la fin de la marche et au début du cocktail de la remise des prix reconnaissant les efforts collectifs et personnels de lutte contre la pauvreté.

Lors de ce cocktail sans alcool, plus de 160 personnes étaient présentes pour connaître le nom des lauréats du Prix GASP (personnel) et de la Mention spéciale (collectif). Les participantEs ont dégusté de délicieuses bouchées préparées et cuisinées par les Cuisines Collectives de la Montérégie. Le maire de Granby, monsieur Richard Goulet le député provincial, monsieur François Bonnardel l'attachée politique du député

fédéral monsieur Réjean Genest, Madame Nancy Whissel ainsi que le maire de Saint-Joachim, M. René Beauregard ont pris la parole et ont été invité à remettre les prix. Mesdames Émilienne Duhamel et Gisèle Leclerc ont reçu le prix GASP. La Mention spéciale a été donnée au Collectif des bénévoles du vestiaire du Partage Notre-Dame. Cette soirée était animée par Kim Verreault, membre du comité organisateur de l'activité du 17 octobre et intervenante à Justice alternative et médiation et par Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP.

Le GASP tient à remercier chaleureusement nos partenaires qui ont participé à l'organisation, à la promotion et au financement de cette activité. Il s'agit du : bureau du député monsieur François Bonnardel, madame Francine Charland de l'Atelier 19, l'Atelier de la clé de Sy, Le Prohon, Eutektic, la Laiterie Chagnon, Métro Plouffe, Bonne Bouffe, la Ville de Granby, l'école de danse Tendanse, le service de Police de Granby, les Cuisines Collectives de la Montérégie, le Partage Notre-Dame, le duo Led Motive, l'école l'Envolée, le Collectif de défense des droits de la Montérégie, Épilepsie Granby, Luc Genest de Justice Alternative et médiation et la fabrique Sainte-Famille. Nous tenons également à remercier le comité organisateur du 17 octobre ainsi que toutes les organisations et personnes engagées dans le processus d'organisation et lors de l'activité.

Il est aussi à faire observer que le GASP diffuse toujours le guide d'animation *En dents de Si…,* initiative du comité du 17 octobre. La réception et commentaires décrivent une grande satisfaction quant à cet outil.

Membres du Comité 17 octobre

- Martine Bédard, Dynamique des personnes handicapées Granby et Région
- Roxana Cledon, Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
- Sylvain Dupont et Aline Fredette, Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
- Ginette Gauthier, Cuisines collectives de la Montérégie
- Any Leduc, RI Le Tandem
- Nancy Melanson, Collectif de défense des droits de la Montérégie
- Julie Rivet, L'AZimut
- Josée Stébenne, Entr'elles
- Kim Verreault, Justice alternative et médiation
- Nicolas Luppens et Chantal Beaulieu, Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

Plan de communication

Lors de la planification stratégique, l'importance de se doter d'un plan de communication est apparue. Un comité de communication s'est formé en 2011-2012. Il avait pour but de formuler des objectifs, des moyens et un échéancier réalistes qui accroissaient tout autant la notoriété que la visibilité du GASP. Le comité a accouché d'un plan de communication comportant une série de dates importantes pour le GASP. Celle-ci représente autant d'opportunités de sorties médiatiques favorisant une prise de conscience, auprès de la population de la Haute-Yamaska, des enjeux ayant trait à la pauvreté. Par la suite, le Conseil d'administration a été très actif dans la démarche de communication puisqu'il est désigné pour en valider le contenu.

Des précisions ont été apportées au processus de communications. Un ou une porte-parole a été désigné(e) par chacun des comités afin de d'avoir une structure permettant de réagir plus rapidement sur des sujets liés à l'actualité et pour se doter de substitut lorsque la coordination n'est pas disponible peut prendre parole en certaines occasions.

De plus, le GASP a connu une année de déploiement les médias sociaux. Une mise à jour du site web a été réalisée, une page Facebook a été initiée et un envoi bimensuel ou hebdomadaire d'informations sur les actualités touchant à la pauvreté est acheminé sur une liste de diffusion large par courriel.

Diverses actions se sont déroulées sous les auspices des communications :

- lettre ouverte dans le cadre de la semaine de la dignité des personnes assistées sociales (9 mai 2012).
- conférence de presse portant sur le déficit en matière de logements sociaux en Haute-Yamaska suite à l'adoption de la motion sur le logement social proposée par M. Réjean Genest à la Chambre des communes (23 juillet 2012) ;
- conférence de presse couverte par les médias visant à interpeller les différents partis politiques sur leurs orientations en matière de lutte à la pauvreté lors des élections provinciales (22 août 2012) ;
- entrevue téléphonique et article paru dans la Voix de l'est au sujet d'une Publicité controversée du parti conservateur qui a semé la controverse (29 août 2012) ;
- lettre ouverte « *Pour une vraie gratuité scolaire* », Voix de l'est (4 septembre 2012) ;
- lettre ouverte et entrevue téléphonique à la Voix de l'est sur la fermeture du guichet automatique de la Caisse Populaire Desjardins au centre-ville de Granby (décembre 2012) ;
- lettre ouverte sur les compressions à l'aide sociale (5 mars 2013) ;

Comité d'Analyse Politique CDC/GASP

Au cours de l'année 2012-2013, le comité d'analyse politique a donné son appui au mouvement étudiant. Lors de cet événement, Nicolas Luppens, à titre de coordonateur du GASP, a pris la parole publiquement lors d'une manifestation étudiante et a donné une entrevue téléphonique à la radio M-105.

Par la suite, deux rencontres avec le CAFÉAG (Comité d'action en faveur de l'éducation accessible à Granby) ont eu lieu afin de soutenir le comité dans l'organisation des actions. Dans ce cadre, des liens ont été également tissés avec la CSN et la FTQ.

A la suite d'une réflexion sur les objectifs du GASP et compte tenu du temps dont dispose monsieur Luppens, bien qu'il demeure ouvert à des partenariats ponctuels avec le comité d'analyse politique, le GASP s'en est dissocié afin de mettre éventuellement en place un comité d'engagement citoyen. À ce sujet, une amorce s'est effectuée. Elle se poursuivra au cours de la prochaine année.

Le GASP a tout de même été présent lors de la campagne électorale provinciale de 2012. Une conférence de presse a été organisée avec les membres du GASP pour brosser le portrait de la pauvreté en Haute-Yamaska et pour nommer des principes politiques susceptibles d'aider ou de freiner la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Un article a été diffusé dans Le Plus. Il était titré « Le communautaire interpelle les candidats à l'élection », publié le 22 août 2012.

Orientations 2013-2014

1. Favoriser la mise en commun d'analyses et la recherche de solutions liées à des problèmes d'inégalités sociales ainsi que de leurs répercussions sur la santé et le bien-être.

2. Mobiliser les partenaires du milieu dans le cadre du PARSIS.

3. Mobiliser les partenaires autour des problèmes identifiés en vue de favoriser l'émergence de solutions novatrices notamment dans les domaines portant sur l'habitation, la sécurité alimentaire et l'itinérance.

4. Favoriser l'autonomisation des populations appauvries; valoriser les personnes ou les groupes ayant contribué à l'amélioration des conditions de vie des groupes plus vulnérables; dénoncer les inégalités sociales et leurs répercussions sur la santé et le bien-être.

5. Soutenir les initiatives visant à améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté en facilitant le retour aux études des personnes plus vulnérables, en ciblant de façon prioritaire le logement social (en faisant la promotion d'obtenir davantage de logements afin d'atteindre le seuil minimal de 600 unités à Granby) et en posant des actions afin de favoriser une plus grande sécurité alimentaire.

6. Mettre sur pied un comité de réflexion sur les besoins des personnes assistées sociales et/ou chômeuses.

7. Mettre en place les éléments d'un observatoire sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Haute-Yamaska.

8. Mettre en application les recommandations de la planification stratégique.

Membres du Groupe Actions Solutions Pauvreté

Membres réguliers :

Alpha Haute-Yamaska
Alternative en santé mentale L'Autre Versant
Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
Association féminine d'éducation et d'action sociale Richelieu-Yamaska
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées
Auberge Sous mon Toit
Centre d'action bénévole de Granby
Centre d'action bénévole de Waterloo
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
Centre de soutien au réseau familial
Centre local d'emploi de la Haute-Yamaska
Centre local de développement de la Haute-Yamaska
Collectif de défense des droits de la Montérégie
Comité de pastorale sociale Granby et région
Commission scolaire Val-des-Cerfs
Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
Cuisines collectives de la Montérégie
Dynamique des handicapés de Granby et région
Entr'elles Granby
L'Autre Versant
L'Azimut
Les Habitations Partagées de la Haute-Yamaska
Maison Arc-en-ciel
Maison des jeunes l'Exit de Waterloo
Maison Joins-toi
MHPD Le Passant
Mouvement Action-Chômage
Office municipal d'habitation Granby/Bromont
Partage Notre-Dame
Ressources résidentielles Le Tandem
S.O.S. Dépannage Moisson Granby
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska
Transition pour elles
Zone pastorale de Granby

Membres associés :

Bureau du député fédéral de Shefford, Réjean Genest
Bureau du député provincial de Shefford, François Bonnardel
Ville de Granby

ANNEXE : Présence médiatique

Article sur la Nuit des sans abri dans Nouvelles du Quartier

Le GASP se réjouit de la volonté du gouvernement Marois de se doter d'une politique en itinérance

Jonathan Archambault
Éditeur du journal

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) de la Haute-Yamaska se réjouit de la volonté du gouvernement de Pauline Marois d'aller de l'avant avec la mise en place d'une politique gouvernementale en matière d'itinérance. L'organisme et le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ) militait depuis 2008 auprès des paliers gouvernementaux pour l'implantation d'une telle politique.

Plus de 200 organismes de la province, dont plusieurs qui proviennent du comité itinérance du GASP, ont fait parvenir, depuis une dizaine de jours, au bureau de la première ministre une requête en ce sens en insistant sur la nécessité de mettre en œuvre une vision globale interministérielle. « Cette annonce démontre que notre mobilisation a porté ses fruits », a souligné Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP de la Haute-Yamaska.

Journée pour l'élimination de la pauvreté

6 LA VOIX DE L'EST PLUS · MERCREDI 31 OCTOBRE 2012

PHOTO ALAIN DION

Patricia Raith et Richard Bouffard, du duo Led Motive, ont procédé au lancement d'une vidéoclip qui fait la promotion de l'AZimut, lieu de rencontre et d'accompagnement pour les personnes en situation de pauvreté, d'itinérance et d'exclusion sociale de la région.

Le prix GASP remis à Émilienne Duhamel et Gisèle Leclerc

Jonathan Archambault
Éditeur du journal FCW media
20/10/2012

Émilienne Duhamel et Gisèle Leclerc ont mis la main sur le prix GASP et le collectif du vestiaire Notre-Dame a reçu la mention spéciale. Ces distinctions ont été décernées aux lauréats, mercredi passé, lors du Gala du Groupe Actions Solutions Pauvreté, événement qui a suivi la marche pour l'élimination de la pauvreté.

- Pour la première fois de son histoire, le prix GASP fut remis en ex aequo à la présidente de la Fondation Gérald Bossé, Émilienne Duhamel, et à Gisèle Leclerc bénévole au Centre de femme Entr'Elles. Le coordonnateur du GASP' Nicolas Luppens, a annoncé lors du gala que le comité de sélection n'a pas pu trancher

entre les deux candidatures, car les deux lauréates se sont tellement distinguées par leur dévouement à la cause de la pauvreté et de l'exclusion sociale que les deux mériteraient de gagner (*Photo 1: Les deux lauréates entourant du coordonnateur GASP, Nicolas Luppens, de Richard Goulet, maire de la ville de Granby et de François Bonnardel, député de la circonscription de Granby, Source: Aline Fredette de la CDC).*

Prix GASP : deux candidatures de très grande qualité

Le choix de madame Duhamel ne faisait aucun doute puisqu'elle est impliquée depuis une trentaine d'années auprès des jeunes en animant entre des cohortes de participants dans le cadre du programme Connexions Compétences. Durant celui-ci, huit jeunes reçoivent pendant vingt semaines des ateliers de croissance personnelle et d'intégration personnelle et professionnelle. De plus, elle chapeaute plusieurs projets de la Fondation tels que le bazar, une auberge et l'initiative Éco-vélo dans laquelle les jeunes recyclent les vieux vélos et les pièces. En lui décernant le prix GASP, l'organisme s'assurait de rendre un hommage particulièrement mérité à cette grande dame. Rencontrée après le gala, la présidente a avoué humblement apprécier le fait d'avoir été sélectionnée, mais tenait à souligner les mérites de son équipe de bénévoles, de son conseil d'administration et de son équipe qui organise les campagnes de financement.

Mais le nom d'une autre candidate de qualité a été soumis et a retenu l'attention du comité, Madame Gisèle Leclerc. Très impliquée depuis plusieurs années au Centre de femmes Entr'elles, elle y fait beaucoup d'heures de bénévolat lors de différentes activités. De plus, elle travaille à démystifier de nombreux préjugés concernant la pauvreté.

Autres photographies de la marche :

Granby marche contre la pauvreté

Le recours aux organismes d'aide a bondi cette année

VÉRONIQUE CHAGNON
veronique.chagnon@lavoixdelest.ca

GRANBY — « Je suis convaincu que c'est possible de vivre à Granby en 2012 en ne voyant pas la pauvreté. Ça ne prend pas grand-chose, simplement que l'on habite dans un bon quartier, et que notre emploi ne nous mette pas en contact avec ces gens-là, et on ne les voit jamais », affirmait hier Roger Lafrance, coordonnateur de l'ACEF Montérégie-Est, quelques minutes avant la première marche organisée à Granby pour la Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté. C'est habituellement un souper communautaire qui souligne la journée du 17 octobre, mais les organisateurs du Groupe actions solutions pauvreté (GASP) ont choisi cette année de marcher pour la cause, depuis le parc Victoria jusqu'à La Ruche, rue Principale.

Près de 200 personnes brandissaient leurs pancartes hier en fin de journée. Le cortège inhabituel attirait l'attention des automobilistes et des passants. Lucille Noiseux rentrait chez elle avec le repas du soir et s'est arrêtée quelques secondes pour observer les manifestants : « C'est une bonne chose. Ça suscite des prises de conscience. »

C'est justement pour être vue que la poignée d'organismes communautaires est sortie de ses locaux. Ils réclament en choeur plus de financement et de concertation de la part des différents ministères pour des besoins qui vont en grandissant.

PHOTO ALAIN DION

Près de 200 personnes ont brandi leurs pancartes hier en fin de journée dans le cadre de la Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté.

Pauvreté extrême

Que ceux qui croient que le type de pauvreté qui sévit dans la région n'empêche personne de manger et de dormir se ravisent. Les chiffres avancés par les organismes parlent d'eux-mêmes : dans les banques alimentaires, comme SOS Dépannage, la fréquentation est en hausse de 20%, et c'est 30% chez les organismes qui logent temporairement les sans-abris.

« Ne pas avoir de toit sur la tête, c'est un des symptômes de la pauvreté extrême, et c'est le cas d'un nombre grandissant de gens de chez nous », se désole Nicolas Luppens, qui participera demain à la Nuit des sans-abris, devant la Fabrique Notre-Dame.

À la base des interventions possibles : le logement social. Les logements sociaux permettent aux utilisateurs de ne pas dépenser plus de 25% de leurs revenus pour se loger, et ainsi de libérer des fonds pour la nourriture, notamment. « Granby est la dernière ville sur une vingtaine de villes de la même taille pour ce qui est du nombre de logements sociaux. Cinq unités pour 1000 habitants, c'est largement insuffisant », déplore Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP.

Il reconnaît cependant que l'administration du maire Richard Goulet fait depuis quelques années des efforts pour rattraper le retard cumulé. Le maire Goulet, arrivé à temps pour le cocktail, affirme d'ailleurs avoir deux projets dans ses cartons pour bonifier l'offre de la Ville. « Si le projet sur les terres Miner peut débloquer, on a 24 logements qui y seront construits. On a aussi un projet de logis-étude qui seraient construits près de l'école J.-H.-Leclerc, pour les mères monoparentales qui souhaitent terminer leurs études au CRIF [le centre de formation aux adultes]. » La Ville devrait obtenir l'approbation de Québec pour des places en garderie dans les prochaines semaines, et ainsi passer à la prochaine étape de ce projet prévu pour 2014.

« C'est certain que les besoins en logement sont là, concède François Bonnardel, député caquiste de Granby aussi présent au cocktail. Mais il faut tenir compte des conditions économiques, et essayer de trouver un équilibre. En même temps, pour moi, l'éradication de la pauvreté, ça passe beaucoup par l'éducation, et la diminution du taux de décrochage scolaire au Québec. »

Lettre publiée dans le courrier des lectrices et lecteurs de *La Voix de l'Est* du 9 mai 2012

Semaine de la dignité des personnes assistées sociales

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) tient à souligner la 39e semaine de la dignité des personnes assistées sociales, du 7 au 11 mai. Cette année, la thématique porte sur le revenu social universel garanti.

Le GASP, une mobilisation de partenaires engagés dans la lutte à la pauvreté, constate qu'il est de plus en plus difficile de vivre en toute dignité avec la seule prestation d'aide sociale. En effet, avec les hausses de tarification et l'augmentation du coût de la vie, beaucoup de personnes assistées sociales n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois. Entre 2005 et 2010, les coûts liés à l'alimentation ont augmenté de 15 %, pour le logement (y compris le coût de l'énergie) de 10,4 %, et le transport public (local et de banlieue) de 16,6 %.

Ces hausses sont inquiétantes et ont de graves répercussions chez ces personnes parce qu'elles enfoncent bon nombre d'entre elles dans un engrenage de difficultés financières (défaut de paiement, endettement, etc.), d'exclusion aux services de base et de pauvreté. Les difficultés financières limitent les types de logements disponibles et diminuent l'accessibilité à un logement de bonne qualité.

Selon Roger Lafrance, coordonnateur de l'ACEF, cette exclusion aux services de base se perçoit concrètement à travers l'endettement lié aux services essentiels. Cette nouvelle forme d'endettement est de plus en plus marquée depuis quelques années et démontre que les revenus ne sont plus suffisants, surtout chez les prestataires d'aide sociale. Mentionnons qu'Hydro-Québec a débranché l'an dernier 55 700 consommateurs qui n'avaient pas réglé leur facture, ce qui représente une hausse de 41 % par rapport à 2010. En 2009, Hydro avait débranché 18 641 clients, et en 2010, 36 010 clients. Les personnes les plus appauvries sont évidemment les premières cibles de ces coupures. Selon nous, l'exclusion d'accès aux services de base amenuise du même coup les chances de se sortir de leur situation.

Les pistes de solutions pour permettre aux gens de sortir de cette spirale sont multiples. Le revenu social universel garanti (RSUG) apparaît comme un moyen privilégié pour redonner une certaine dignité aux prestataires d'aide sociale et lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le principe du RSUG est simple, toute personne qui a 18 ans et plus devrait avoir droit mensuellement à un montant lui permettant de couvrir ses besoins essentiels et de vivre dans la dignité.

Mais au-delà d'une éventuelle réforme de l'aide sociale, nous désirons souligner l'importance d'être solidaire envers ces personnes. Cette solidarité, plus que nécessaire, doit passer par davantage d'investissements dans les programmes gouvernementaux et une aide accrue aux organismes communautaires. En espérant

que notre société puisse prendre exemple sur les bénévoles qui font des miracles en donnant à ceux qui en ont besoin et qui permettent de leur offrir un peu de dignité chaque jour.

Nicolas Luppens / Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) / Granby

---

Lettre publiée dans le courrier des lectrices et des lecteurs de *La Voix de l'Est* du 23 juillet 2012

Granby accuse toujours un déficit en logements sociaux

Bien que l'annonce, formulée lors du discours inaugural de Pauline Marois, représente une avancée majeure pour la cause des sans-abri, le Comité itinérance du GASP aurait aimé que la première ministre aille plus loin en dévoilant les modalités et les paramètres financiers du programme qu'elle entend mettre en place. « On espère aussi que ça va nous permettre d'obtenir le financement dont nous avons besoin pour développer les ressources de la région et ainsi répondre adéquatement aux besoins des gens qui sont, de plus en plus, en détresse. Il faut comprendre que le cadre de financement actuel cible davantage les grandes villes ou les régions éloignées », a signalé M. Luppens. (*Photo : Le coordonnateur du GASP, Nicolas Luppens. Source: Archives du GASP*)

L'itinérance en Haute-Yamaska, une réalité méconnue qui prend de l'ampleur
La problématique de la pauvreté et de l'itinérance dans la région est devenue au fil des années de plus en plus inquiétante et alarmante comme en témoignent les augmentations significatives du nombre de demandes d'hébergement et d'aide alimentaire. D'ailleurs, plusieurs acteurs municipaux et politiques ont démontré leur soutien et leur préoccupation à la problématique en participant à la marche pour l'élimination de la dette ou à la nuit des sans-abri, activités de sensibilisation qui se sont tenues le mois passé (octobre 2012). Les dirigeants de la ville de Granby ont pris une position claire en ce sens en appuyant, en mai dernier, le Groupe Actions Solutions Pauvreté dans ses démarches auprès du gouvernement pour l'implantation d'une politique en itinérance.

Le GASP a réitéré, à titre de membre du Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ), son désir de collaborer avec le gouvernement dans l'élaboration de la politique afin que les moyens et actions qui en feront partie soient réellement nécessaires et pertinents et qu'ils permettront de réponde adéquatement aux besoins des gens qui se retrouvent en situation d'itinérance.

Patrice Perreault, Président

Nicolas Luppens, Coordonnateur

Lettre publiée dans le courrier des lectrices et des lecteurs de *La Voix de l'Est* du 4 septembre 2012

Pour une vraie gratuité scolaire

Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) rappelle que la rentrée scolaire peut être génératrice de stress pour beaucoup de familles. Plus de 10 700 personnes vivent sous le seuil du faible revenu en Haute-Yamaska. La période de la rentrée a un impact important sur le budget de ces ménages et en force certains à devoir faire un choix déchirant entre payer le loyer, la nourriture, les vêtements ou les frais de la rentrée. Selon Roger Lafrance, coordonnateur de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF), «les familles sont souvent en état de panique, car elles voient la rentrée scolaire arriver avec ses dépenses et ne savent comment elles vont faire pour tout payer».

Les coûts liés à l'entrée scolaire varient d'une école à l'autre. Ils peuvent atteindre plusieurs centaines de dollars pour couvrir les frais liés à l'inscription, au service de garde, aux sorties et à l'achat des livres, du matériel scolaire et des vêtements. L'introduction du costume obligatoire et des trois paires de souliers fait également grimper la facture. La quantité d'effets scolaires qu'on demande aux parents est parfois astronomique. Chaque professeur établit le matériel dont il a besoin, ce qui crée quelquefois une surenchère lorsqu'on réunit toutes les demandes.

Le GASP est très préoccupé par la situation qui confronte de plus en plus les familles. Notre système d'éducation a été déclaré gratuit afin que tous les élèves partent sur un pied d'égalité. Nous remarquons que la gratuité scolaire s'est dégradée au fil des ans. Les frais mentionnés plus haut en sont un exemple.

En attendant que le gouvernement trouve une solution à ce problème, les parents doivent se tourner vers des organismes de charité pour recevoir une aide. Le programme Opération septembre, financé par Centraide, peut donner un bon coup de pouce aux familles dans le besoin à la rentrée. Avec ce programme, le Centre d'action bénévole de Granby a aidé 373 enfants du primaire et du secondaire en 2011 et celui de Waterloo, 102.

Plusieurs autres types d'aide sont disponibles: pour les parents, par exemple, le fonds d'aide Canadian Tire pour l'achat de matériel pour les activités sportives. L'accueil psychosocial du CLSC, les directions d'école et les organismes communautaires peuvent les accompagner pour tout besoin d'aide spécifique ou besoin d'accompagnement.

Gardons en mémoire l'importance de prévoir ces dépenses à long terme. Les commerçants offrent des spéciaux tout au long de l'année sur le matériel scolaire et les friperies, des vêtements et du matériel à moindre coût.

Le jour où les familles moins nanties n'auront plus à débourser pour les frais liés à la rentrée, qu'elles auront un accès accru au logement social, que la hausse des services de base tels que l'électricité et les frais de scolarité sera abolie et que la gratuité scolaire sera effective pour tous, quel que soit le niveau scolaire, nous pourrons alors affirmer que tous les individus sont égaux.

Nicolas Luppens Coordonnateur du Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP)

279 rue Principale, local 311
Granby (Québec)
J2G 2W1
Téléphone : 450 378-0990
Télécopieur : 450 378-5743
Courriel : gaspauvret@yahoo.ca
Site web : www.gasph-y.net